

Un épisode de la révolution russe : Arrestation et libération

Christian Rakovsky

Source: «Cahiers Léon Trotsky», n°17, mars 1984, pp. 64-72. Première publication en français: mensuel «Demain», décembre 1917, n° 20, pp. 101-113.

Pendant la matinée du 23 septembre [1916], approximativement un mois après l'entrée en guerre de la Roumanie, la police de Bucarest a fait irruption dans ma maison et après une perquisition minutieuse de ma chambre, me déclara en état d'arrestation. Un sergent de ville et un agent civil de la police secrète furent postés dans l'antichambre pour me garder.

Les communications avec le monde extérieur me furent complètement interdites. Ma femme, qui fut forcée d'évacuer immédiatement notre logement commun, m'apportait les repas du dehors, mais sans avoir le droit de monter au troisième étage où j'habitais. C'est l'agent secret qui avait l'obligation de descendre au bas de l'escalier pour recevoir de ses mains ce qu'elle m'apportait.

En outre des sentinelles de la maison, il y avait encore deux sergents, postés, l'un sur le trottoir d'en face et l'autre à la porte principale de la maison. Pendant la nuit, la surveillance devenait plus étroite. On me permettait de recevoir des livres et des journaux, mais ce qui était fâcheux, c'était le manque de promenade. Je devais rester jour et nuit enfermé dans ma chambre et tourner continuellement comme dans une cage.

Pourtant, je jouissais d'une certaine liberté lorsque je pouvais prendre l'air et cela pendant l'apparition des avions et des zeppelins ennemis au-dessus de la capitale de la Roumanie. Durant ces moments, j'avais l'autorisation de descendre les trois étages de la maison pour m'abriter, ainsi que mes gardiens, dans la cave ou dans une sorte de tunnel situé dans la cour. Là se trouvaient réunis les autres locataires de la maison, parmi lesquels un médecin militaire, avec qui je passais mon temps en causeries agréables. Ces promenades de ma chambre à la cave s'accomplissaient surtout la nuit, à des heures à peu près régulières – le zeppelin qui nous visitait apparaissant, lui aussi, à des heures fixes – d'habitude entre onze heures et minuit. Le son de toutes les cloches des églises de la ville, les sifflets stridents des sergents de ville annonçaient aux habitants que le danger approchait et que le zeppelin avait été déjà observé. Ces moments pleins d'angoisse pour les autres étaient pour moi des moments de joie.

Je suis resté à Bucarest, dans ma prison improvisée jusqu'à l'évacuation de la ville. Les armées ennemies se trouvaient à peine à quelques dizaines de kilomètres de la cité, les fuyards des villages environnants affluaient déjà à Bucarest lorsqu'une certaine nuit, je fus réveillé à quatre heures du matin avec l'ordre de me préparer à partir dans deux heures pour une destination inconnue.

Pendant les premiers jours de décembre, après un voyage de quelques jours au milieu des troupes en retraite et dans des wagons où le manque de place nous obligeait à demeurer debout, je suis arrivé à Vasslui, chef-lieu d'un département de la Moldavie centrale et situé sur la ligne Focsani-Jassi. Ici, dans une prison infecte, dans une cellule obscure, où, même pendant les jours les plus clairs, il était difficile de lire un livre, j'ai dû passer trois mois. Le directeur de la prison était un ivrogne invétéré, et j'ai dû assister comme témoin à des scènes barbares entre lui, ses fonctionnaires et les prisonniers, qu'il

injuriait et battait. De ma cellule, j'entendais le bruit des orgies organisées la nuit par le directeur. Il faut ajouter que dans la même prison se trouvaient internées quelques chanteuses d'origine hongroise que d'habitude le directeur invitait dans son domicile privé, séparé de ma cellule par un mur commun, et que, en compagnie d'officiers et de fonctionnaires civils, il passait la nuit à jouer aux cartes, s'adonnant à des beuveries.

Dans la prison de Vasslui, j'ai souffert beaucoup à cause de l'isolement et du manque absolu de nouvelles de ma mère et de ma famille restée dans les territoires occupés. Lorsque j'étais encore prisonnier à Bucarest, des nouvelles alarmantes étaient parvenues, apportées par un colonel de l'armée roumaine et communiquant que des « maraudeurs » auraient assassiné ma sœur aînée après l'avoir dévalisée. Quelques mois plus tard, quand j'étais déjà libre à Pétrograd, ce bruit fut démenti, mais j'ai appris d'autres nouvelles, dont j'avais le pressentiment à Vasslui. Ma mère était morte et mes deux neveux avaient été arrêtés dès le début de la guerre et jetés, l'un en prison, l'autre dans un camp de concentration de la Moldavie du Nord. Ils y sont encore maintenant.

Et pendant que nous trois, membres mâles de la famille, étions évacués par les autorités roumaines, les armées d'invasion avaient tout emporté dans ma propriété en Dobroudja. D'immenses provisions de blé, d'orge, d'avoine, les bestiaux, un riche inventaire agricole, une charrue à moteur et d'autres machines agricoles coûteuses – tout cela est devenu butin de guerre. Mes livres même ont été emballés dans des caisses et transportés on ne sait où.

Aux yeux des autorités roumaines, j'avais deux défauts qui me désignaient à leurs persécutions : celui d'être militant socialiste et en même temps [un Bulgare d'origine](#). Pour les autorités bulgares, je restais le socialiste militant abhorré. Ainsi sur ma personne et, par ricochet, sur ma famille, des deux côtés tombaient les coups.

Au moment où le commissaire de la Sûreté générale, envoyé de Bucarest, est arrivé avec moi à Vasslui, j'ai pu parcourir l'ordre confidentiel adressé au directeur de la prison. Chose significative : mon nom n'y était plus. J'étais signalé en ces termes : « *Par ordre supérieur, vous internerez la personne accompagnée du commissaire Vladimir, etc.* ». Pourquoi le gouvernement cachait-il mon nom ? Il cherchait à tenir secret le lieu de ma détention, de peur que mes amis politiques n'entreprissent quelque chose pour ma libération. Il voulait dissimuler mon nom sur les actes officiels pour un autre motif encore : supprimer les traces d'une illégalité.

Mon arrestation était absolument arbitraire et la meilleure preuve est que pendant toute ma détention, qui dura près de huit mois, il n'a formulé contre moi aucune accusation et je n'ai été l'objet d'aucune poursuite et d'aucune instruction judiciaire.

A Vasslui, j'avais comme compagnon de captivité un sous-lieutenant roumain d'origine allemande, Beno Fischer, fils de l'ancien intendant de la maison royale de Roumanie. Il est venu dans notre pays, accompagnant la reine Élisabeth, et il resta comme fonctionnaire du palais durant quarante-trois ans. Fischer père était devenu citoyen roumain et avait trois fils dans notre armée. Deux d'entre eux continuaient à combattre, lorsque leur frère aîné fut jeté en prison sous l'accusation d'espionnage.

Pour autant que j'ai pu juger, d'après ce qui me fut raconté, cette accusation ne reposait sur rien de sérieux. On avait saisi les copies des lettres qu'il avait expédiées avant la guerre à sa fiancée à Berlin et dont la police a complètement dénaturé le sens.

Toute communication avec Fischer m'était interdite comme d'ailleurs avec les autres prisonniers. J'ai réussi pourtant à lui faire parvenir des livres, que je me suis procuré clandestinement, le règlement de la prison ne permettant que des lectures religieuses. Voyant mon compagnon de malheur triste, je lui ai prodigué mes encouragements. Un jour j'ai pu lui transmettre sur une feuille de papier le lied allemand que je venais d'apprendre dans le roman de Romain Rolland, *Jean-Christophe* :

*« Auf, auf deinem Schmerzen
Und Sorgen sagt gut Nacht
Lass fahren was das Herzen
Trübt und traurig macht ».*^[1]

De Vasslui, je fus transporté à Jassy. Ceci eut lieu vers la fin de février. A la gare, j'ai rencontré un groupe de prisonniers civils allemands, détenus jusqu'alors dans une prison improvisée dans le poste de police de Vasslui et qui se rendaient en Allemagne : c'est du moins ce qu'ils me disaient, car personnellement j'étais sceptique, supposant plutôt qu'on les conduisait dans un camp de concentration de la Moldavie ou en Russie. Je les ai priés d'apporter mon salut à mes amis socialistes d'Allemagne, mais il m'était impossible de continuer plus loin la conversation, la police étant parvenue et nous ayant séparés.

A Jassy, je fus enfermé pendant deux jours dans une caserne de gendarmes ruraux au milieu d'une saleté repoussante, et n'ayant comme lit qu'une chaise. Après quoi on m'enferma dans la maison d'un sous-commissaire de la Sûreté générale où on m'avait improvisé une prison pareille à celle de Bucarest. J'étais gardé par des agents secrets qui, dans les premiers temps, dormaient dans la chambre même où j'étais enfermé. Plus tard, j'ai obtenu qu'ils soient postés dans l'antichambre.

A Jassy, j'ai pu recevoir de nouveau des journaux et des livres. Un petit détail, mais très important pour un prisonnier : j'ai pu prendre pour la première fois, ici, à Jassy, un bain en ville. La prison de Vasslui ne possédant pas de salle de bains et toutes mes démarches pour obtenir l'autorisation de me rendre à l'établissement de la ville étaient demeurées sans réponse.

Le régime plus libéral, dont je jouissais à Jassy fut brusquement modifié après la proclamation de la révolution russe. On a commencé par me supprimer les journaux ; les agents qui étaient préposés à ma surveillance avaient reçu des ordres sévères de ne pas me communiquer les nouvelles politiques et de ne pas entrer en conversation avec moi. A ma demande de recevoir la visite d'un professeur ami et même celle d'un sénateur du parti gouvernemental – que je connaissais – il ne fut fait aucune réponse. Ayant appris qu'on pouvait communiquer avec la partie de la Roumanie occupée par l'ennemi par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, j'ai voulu télégraphier aux miens, mais on m'a interdit de leur faire savoir que j'étais toujours en état d'arrestation.

La surveillance, elle aussi, fut renforcée. Quatre agents secrets, au lieu de deux au début, s'alternaient jour et nuit, faisant la garde devant ma chambre. Deux sergents de ville furent postés sur le trottoir devant les fenêtres de la maison. Un inspecteur de police venait contrôler les postes de surveillance et se convaincre de l'accomplissement exact des instructions.

Le gouvernement était devenu très inquiet. La Sûreté générale sentait que la révolution russe soulevait le courage des rares militants socialistes qui n'étaient pas dans les tranchées, ou qui n'étaient pas restés dans les territoires occupés par l'ennemi. Il avait des raisons de soupçonner que mes amis avaient réussi à nouer des relations avec moi et que même je n'étais pas étranger à des polémiques engagées dans les colonnes du plus nationaliste des journaux roumains, « *La Race Roumaine* », l'organe du professeur N. Jorga.

Ce que le gouvernement redoutait surtout, c'était mon évasion, et il trahissait ses craintes par la nervosité à peine contenue des agents qui me gardaient. Mon impatience, elle aussi, avait grandi. Je m'accommodais en général très mal du régime de captif, de l'immobilité forcée, de l'isolement et de la

[1] *Note MIA* : Il s'agit d'une strophe d'un hymne luthérien du 17^e siècle ; « *Befiehl du deine Wege* » (Suivez votre propre voie) que l'on pourrait traduire par :

*« Debout, debout, à vos chagrins
et à vos soucis, dites bonne nuit !
Laissez partir ce qui rend votre cœur
troublé et triste. »*

monotonie, mais, depuis la révolution russe, ma captivité était devenue tout à fait insupportable. J'avais perdu le sommeil. Un désir fou d'être là-bas, parmi des camarades à qui me liaient des souvenirs communs – ayant participé moi-même au mouvement révolutionnaire russe pendant longtemps – m'ôtait tout calme, toute possibilité de lire et d'écrire. Les plans les plus fantastiques se succédaient l'un à l'autre dans mon imagination.

Pourtant, mon évasion n'était pas chose facile. J'étais gardé à vue jour et nuit. Tous mes mouvements, tous mes gestes étaient surveillés de près. Pendant mes sorties dans la cour, l'agent me suivait pas à pas. Devant la fenêtre de ma maison, basse, composée d'un étage, le sergent de ville faisait les cent pas en jetant des regards farouches vers la fenêtre toutes les fois qu'il y apercevait mon visage.

Mais il n'est rien de plus inventif et ingénieux qu'un prisonnier. J'ai réussi quand même à entamer des pourparlers, au sujet de mon évasion, avec des amis. Ce fut long et difficile. La première difficulté consistait à leur passer des lettres et à recevoir la réponse. La seconde, de pouvoir tout dire dans ces lettres sans pourtant trahir les détails des préparatifs de façon que, si elles tombaient entre les mains de la police, cette dernière ne puisse pénétrer nos secrets. Il fallait recourir à un langage figuré dans lequel mon évasion était présentée comme une aventure romanesque, décrite par les historiens grecs et se rapportant au temps de la reine Sémiramis. Les personnes qui devaient jouer un certain rôle dans mon évasion, les différents endroits de la maison, les maisons, les jardins environnants étaient désignés par des noms d'emprunt de l'histoire de Babylonie. Des croquis, sur lesquels étaient marqués l'endroit de la cour où je devais chercher à escalader le mur et où une échelle devait être placée et la partie de la rue où l'automobile devrait m'attendre, tout cela était donné comme se rapportant à la même histoire.

Tous ces préparatifs devinrent absolument superflus lorsque je reçus la communication que ma libération serait faite au grand jour et par la volonté de l'armée révolutionnaire russe en garnison à Jassy. Elle devait avoir lieu le jour du 1er mai, au cours de la démonstration. Quand on peut avoir un pareil allié – toute une organisation militaire ! – l'évasion à l'aide de ruses de petite guerre, d'ailleurs tout à fait incertaines, devient indigne d'un socialiste. J'ai admis avec joie ce plan qui me fut communiqué à peine deux ou trois jours avant sa mise à exécution.

La veille de cet événement, une nouvelle, qui m'était parvenue par mon canal habituel, a failli tout compromettre. J'ai appris que dans la matinée, pendant le rapport journalier qui a lieu dans le cabinet du chef de la sûreté, un agent a rapporté que les soldats russes préparaient ma mise en liberté. Cet agent aurait même donné certains détails. Immédiatement – il était dix heures du soir – j'ai pu communiquer à qui de droit cette nouvelle alarmante. Je m'attendais, cette nuit même, à être transporté dans un autre lieu. Le lendemain matin, lorsque je me suis levé toujours dans la même chambre, ma joie était extrême. J'ai envoyé immédiatement un courrier pour communiquer cela à mes amis et pour leur dire qu'ils continuent leurs préparatifs. J'ai eu encore le temps de recevoir une réponse, par laquelle on me prévenait que tous les préparatifs étaient déjà faits et qu'on n'avait pas eu même le temps de porter à la connaissance du Comité révolutionnaire russe les bruits qui avaient couru à la Sûreté générale.

On me donnait les dernières dispositions. Ma libération aura lieu dans l'après-midi, entre 4 et 5 heures. Le signal convenu est le chant de l'*Internationale*, que les soldats entonneront à l'approche de ma maison. A ce moment je chercherai à descendre dans la cour. La journée du 1er Mai m'a paru la plus longue de toute ma captivité. Je croyais déjà la victoire à demi gagnée par le fait que la police n'avait pris contre moi aucune mesure de précaution. Mais voici qu'à trois heures de l'après-midi, au seuil de la porte de ma chambre apparut le chef de la Sûreté générale. Il était venu me proposer une promenade en automobile, dans « les environs beaux et intéressants de Jassy ». Pour me rendre plus agréable sa compagnie, il s'était fait accompagner de ses deux enfants et de son beau-frère – médecin. Ah ! voilà tout mon plan tombé à l'eau. Mon rêve de liberté s'évanouissait. Peut-être était-ce ma dernière chance qui s'en allait. Je devais faire un effort surhumain pour ne pas la perdre. Il y avait un assaut de ruses et de politesses à livrer. Je devais à tout prix refuser la promenade, mais tout en

gardant mon calme afin de ne pas trahir mes intentions.

Une heure durant, le chef de la Sûreté est resté dans ma chambre, dépensant toute son éloquence dans l'intention de me convaincre de le suivre. Pour des raisons qui me sont inconnues, il n'a pas voulu employer la violence. Il n'était sans doute pas certain du projet imaginé par les Russes. Il est encore à supposer que l'inspecteur fut induit en erreur par mon attitude paisible. Prétextant une indisposition, je refusai la promenade. La comédie dut être assez bien jouée, car, après une heure de discussion, qui roula sur bien des sujets, l'inspecteur quitta ma chambre.

Déjà quatre heures. Il était temps. A peine un quart d'heure s'était écoulé, depuis le départ du policier, lorsqu'un bruit lointain, à peine perceptible, parvint à mes oreilles. Plutôt par intuition que par une perception nette des sens, j'ai senti que la foule devait être proche. D'un bond, je traversai l'antichambre où il n'y avait personne et je sortis dans la cour. Les agents y étaient, mais en même temps un groupe de cinq militaires russes, conduit par un de mes amis, portant des cocardes et des brassards rouges, parlaient avec eux. Après qu'ils m'eurent observé, ils se dirigèrent vers moi.

— Vous êtes le camarade Rakovsky ?

— Oui.

— Camarade Rakovsky ! Au nom de la révolution russe, vous êtes libre. Venez avec nous !

Nous nous sommes tous chaleureusement embrassés. Et, sans retourner dans ma chambre, je suivis mes libérateurs vers la porte, en passant à côté des agents et des sergents qui restaient muets et impassibles comme des statues. Dans la rue, devant la maison, attendaient deux automobiles enguirlandées de verdure, de fleurs et de draperies rouges.

— Montez camarade !

Je montai vite dans la seconde automobile, poussé vivement par les camarades et tremblant d'émotion. Ce qui se passait me semblait être un rêve. Je n'en croyais pas mes yeux. Devant moi se déroulait un spectacle inoubliable. La rue entière, assez large et montant par une pente douce, était couverte de soldats rangés par compagnies et bataillons, avec leurs officiers à cheval en tête. Au-dessus de cette multitude immense, une forêt de drapeaux rouges et d'écriteaux portant des inscriptions révolutionnaires, retenaient mon attention. Tous étaient décorés de la cocarde rouge. Un des membres du Comité prit la parole :

— Camarades, nous venons d'accomplir un acte révolutionnaire, nous venons d'arracher aux griffes du gouvernement roumain un camarade qui est lié non seulement au mouvement socialiste des Balkans, mais aussi à celui de l'Europe entière et particulièrement à celui de la Russie. Jusqu'à présent, nous avons été forcés de nous rencontrer avec les faux représentants du peuple roumain ; nous venons de libérer maintenant son véritable mandataire !

Au milieu des acclamations enthousiastes, je pris la parole et m'appuyant sur les épaules de deux camarades, j'adressai aux soldats des remerciements et des salutations en russe et en roumain.

La démonstration, les automobiles en tête et précédée de l'orchestre militaire, se dirigea vers le centre de la ville. Les autorités brillaient par leur effacement complet. Elles ont fait preuve de prudence, car en ce moment toute intervention de leur part aurait pu provoquer des conflits, susceptibles d'entraîner des conséquences révolutionnaires. Il faut ajouter que nous étions les maîtres de la ville, pour comprendre ce qui aurait pu se produire. Quand nous approchâmes du centre et que nos automobiles eurent stoppé, un inspecteur de la police s'approcha de nous. On supposera certainement que c'était afin de demander ma nouvelle arrestation ?

Non. C'était pour me prier, d'une voix bien humble, d'intervenir auprès du comité russe pour que l'itinéraire de la démonstration établi entre lui et la police ne fût pas changé. Je me rappelais comment je fus, deux mois auparavant, la victime des procédés policiers de ce même inspecteur.

C'était au moment où je me trouvais dans la caserne des gendarmes ruraux. Ayant déjà passé une nuit assis sur une chaise, je me suis risqué à en prendre une seconde, sans toutefois pouvoir me reposer. Il était déjà neuf heures du soir et personne ne venait me chercher. La Sûreté générale semblait m'avoir oublié. Alors un des gendarmes préposés à ma garde et pris de pitié pour moi, téléphona à la préfecture de police pour demander des instructions. Je pris l'un des récepteurs du téléphone et j'écoutai.

Celui qui répondait de la préfecture... c'était précisément l'inspecteur de police en question. J'ai entendu le petit dialogue suivant, entre le gendarme et lui.

— Monsieur l'inspecteur, quelles sont vos instructions relatives à M. Le docteur Rakovsky ? Où va-t-il dormir ?

— Où a-t-il dormi la nuit dernière ?

— Sur une chaise.

— Il peut bien faire la même chose cette nuit encore.

... Enfin nous arrivâmes au centre ville, sur la place de l'Union, près du grand monument du prince Ceuza. En quelques minutes, tout l'espace était plein. Les escaliers, les terrasses du grand Hôtel Trajan étaient noirs de monde, de même que les balcons et les fenêtres des maisons avoisinantes.

La démonstration des Russes, de même que la nouvelle de ma libération, répandue déjà en ville, avait réuni une grande foule. Un second meeting s'ensuivit, avec une série de discours en russe, en roumain et en français, préconisant la République roumaine et la République des Balkans. L'enthousiasme était général. A la fin, les chœurs improvisés des soldats, accompagnés des musiques militaires, chantèrent la marche funèbre des révolutionnaires russes : « *Victimes, ils sont tombés dans le grand combat, etc.* ». Toute la foule écoutait, tête nue. Mon automobile était devenue le centre d'un pèlerinage. Des amis connus et inconnus, des civils et des militaires, des camarades et des hommes qui étaient tout simplement pris dans le courant venaient me serrer la main.

Avant de quitter le centre de la ville, nous avons soustrait à la prison qui le menaçait, un camarade roumain, M. Bujor ^[2], ancien rédacteur de « *Lupta* » et contre lequel était lancé un mandat d'arrestation pour un discours prononcé à l'enterrement d'un camarade médecin militaire, mort des suites du typhus. M. Bujor était lui aussi sous les drapeaux comme lieutenant.

Le soir même, par train spécial, mis à ma disposition par le comité des soldats et officiers, et accompagné d'une garde d'honneur, nous étions dirigés sur le territoire de la nouvelle République russe. La Russie qui avait rempli tous les pays d'Europe et d'Amérique de ses émigrés, en nos personnes, accordait pour la première fois sur son sol, l'hospitalité à deux émigrés politiques socialistes.

[2] Mihai G. Bujor (1881-1964), avocat, avait rejoint en 1905 le parti roumain en formation et milita avec Rakovsky. Il dirigea ensuite le bureau d'Odessa du parti communiste roumain. Revenu clandestinement en Roumanie, il y fut condamné à 20 ans de prison en 1920. Libéré par une amnistie en 1934, il prit position contre les procès de Moscou et n'alla pas en U.R.S.S. ce qui lui permit sans doute de survivre.